

# MORT DU CADASTRE GT du 03/10/2017

***Nous voici réunis aujourd'hui pour étudier des fiches qui scellent, pour leur majeure partie, le sort du plan cadastral, voué à une mort certaine, et celui des agents chargés de sa conservation de manière tout aussi radicale.***

Le tout est proposé sans état d'âme sur une demi-journée : vous avez bien intégré en tout cas la méthode phare de règle en Macronnie : très vite et très fort ! le choix de temps de réunion est, nous vous le disons d'emblée, assez humiliant pour la CGT. Nous avons demandé le 5 mai au Directeur Général de pouvoir tenir nos réunions sur la journée, pour être sûrs d'aller au fond des débats. Nous pensions avoir été entendus : las ! Cela traduit cependant très bien votre état d'esprit actuel : on se parle vite fait et on prend nos décisions sur un coin de table. L'exemple vient d'en haut : vous n'avez donc pas de temps à perdre, ni avec les cyniques, ni avec les fainéants...

Mais décidément, en ces temps de réformes effrénées, chaque jour apporte son lot d'annonces aussi surprenantes que déstabilisantes pour chaque citoyen concerné.

Les géomètres du cadastre se doutaient bien qu'ils allaient, comme toujours, être mis à contribution, eux aussi, pour soulager la bête souffrante qu'est devenue aujourd'hui la DGFIP.

Jusqu'où vont-ils être capables de vous accompagner dans vos retours en arrière, dans vos renoncements à ce qui aurait dû, selon vous, sans aucun dommage collatéral, restructurer la mission fiscale : la sacro-sainte fusion CDI/CDIF ? Comment leur faire avaler une telle pilule ?

Après avoir arrêté leur formation à l'ENFIP, après avoir sciemment et systématiquement écarté tous les « sachants » et les experts cadastraux, après avoir laissé exsangues les services fonciers, comment redonner l'envie et le sens des responsabilités aux seuls restants : ces nantis de géomètres ?

Et bien, sans aucun préalable, sans aucune discussion, ni en local, ni en CAP, sans prendre en considération le moindre avis de leurs représentants pourtant élus, vous décrêtez unilatéralement la mise à mort de la mission cadastrale, la seule historiquement et légalement recevable, celle visant à la mise à jour et la perpétuelle amélioration de nos référentiels de qualité !

Sur le plan humain tout d'abord, vos procédés sont indignes, et irrespectueux.

Vous trahissez sans vergogne ceux que vous avez mis à contribution sur le dossier RPCU, usant et abusant de leurs savoir-faire. Aujourd'hui, vous annoncez benoîtement que leurs travaux informatiques seront utilisés au mieux pour la mise à mort du plan cadastral : ils ont donc, selon leur propre expression, « *fourni les balles au peloton d'exécution* »... TRAHISON !

Et comme si cela ne suffisait pas, vous vous donnez la peine de leur écrire pour leur expliquer que « *tout ce qui se passe n'a rien avoir avec RPCU* » : vous poussez donc le culot à son comble, comme si nos collègues, naïfs, n'avaient pas compris le scénario déroulé sous leurs yeux : HUMILIATION ! MANIPULATION ! vous n'avez décidément honte de rien ; depuis des années, nous vous alertons en CAP sur la dégradation flagrante du moral des concepteurs informatiques : tout au plus nous avez-vous entendu, jamais écouté... Ce n'est pas d'un petit mot ou d'un gentil coup de fil dont ils ont besoin : c'est d'un sens à leurs travaux et aujourd'hui, difficile de dire qu'il n'est pas clairement affiché ! Quel flagrant manque de respect et de courage !

Avez-vous seulement pensé qu'il s'agit d'être humains qui demain seront perçus par tous les cadastraux de France comme des fossoyeurs de notre mission ?



Pensez-vous qu'ils soient aujourd'hui assez téméraires pour continuer leurs travaux, connaissant *in fine* l'utilisation que vous souhaitez en faire ?

La CGT Fip vous le dit : la RPCU est, par votre faute, et plus que jamais aujourd'hui, une vue de l'esprit. Vous ne pourrez pas poursuivre les travaux sans d'une part les compétences de nos collègues, et d'autre part la bonne volonté des départements pré-généralisateurs...

Mais outre cet aspect humain déjà fondamental, songez-vous un seul instant que la CGTFIP renonce à maintenir un plan de qualité au sein de la DGFIP ? Alors que tous les indices et les divers rapports ne cessent de nous conforter, avez-vous imaginé que nous nous renierions en renonçant à nos fondamentaux ?

La mission cadastrale ne peut être envisagée en dissociant le fameux tryptique : topographie/foncier/fiscalité.

Vos fiches recyclent tous les poncifs connus depuis plusieurs années et qui ont constitué des points de désaccords et de crispation lors de toutes nos rencontres ! Dans l'ordre nous trouvons :

- ➔ La mise à jour par orthophotos du plan : une de vos lubies : en effet, cela fait « moderne », et tant pis si le rythme de production de l'IGN est loin de celui attendu, tant sur le tempo que la définition des images ! Tolérances ? aux orties, il faut faire bouger les normes ! Décret de 1955 ? dépassé !
- ➔ Puisqu'on en parle, revoilà l'IGN et sa « BD topo », dont on aura l'occasion de parler lors de l'examen des fiches ! une vieille rengaine sans cesse ressassée : votre seule envie depuis des années est de parvenir, d'une manière ou d'une autre, à ce que l'établissement prenne une part active voire prépondérante à la mise à jour du plan cadastral. Peu importe la qualité de leurs travaux, leur capacité à faire, les divergences d'intérêt et de métier...
- ➔ Et puisque nous parlons qualité, revoici la mise à jour par plans de masse : maintes fois expérimentées, encouragée de manière grossière, éhontée, alors que leur utilisation est un échec patent, peu importe !

Cependant le pire reste à venir, puisque vous envisagez ni plus ni moins la suspension de la mise à jour du plan cadastral sine die, et vous liez sa reprise à l'arrivée de la RPCU ! Vous signez donc, sans sourciller, la mort de celui-ci : un des intérêts de ce référentiel (parcellaire mais aussi bâti vous semblez l'oublier) réside justement dans sa mise à jour. Et contrairement à ce que vous affirmez avec culot, non, le plan cadastral n'est pas actuellement « à jour » : la CGT Fip vous a, à maintes reprises, averti sur le peu de fiabilité de la base Lascot... Nous comprenons mieux aujourd'hui le peu d'empressement que vous mettez à rechercher une certaine exhaustivité de cette dernière...

Quelle faute stratégique, car justement cette base peut et doit nous aider à revenir vers une mission fiscale mieux assurée et assumée.

En effet, les questions soulevées dans vos fiches méritent toute notre attention, car elles soulèvent des aspects missions qui ne sauraient être éludés ; la CGT a toujours attiré votre regard sur le peu d'intérêt que vous portiez à la mission fiscale, et vous rappeler comme nous l'avons fait supra, notre vision des trois piliers. Vous n'avez eu qu'un seul credo : la topographie ! et les départements qui ne se plient pas à votre oukase sont durement sanctionnés, notamment par des suppressions d'emplois.

Aujourd'hui, la fiscalité locale est remise sur le devant de la scène, au travers les annonces de notre jupitérien président (mais plutonique pour nos concitoyens tant il est éloigné de leurs préoccupations). C'est donc à la DGFIP d'opérer : mais certainement pas en sacrifiant le plan cadastral, ou la mission foncière.

Nous avons esquissé une piste le 5 mai, elle ne semble pas vous intéresser et nous y reviendrons donc ; quant à l'appréciation globale de votre projet, nous avons informé la DG que nous souhaitions pouvoir échanger avec nos collègues sur les points proposés : les pétitions que nous vous remettons aujourd'hui sont massivement signées par des agents, des techniciens, des cadres, montrent qu'il est temps d'arrêter votre pilotage « à la petite semaine et à vue », et qu'ils ne veulent plus ni ne supportent les attaques portées aux valeurs de service public que vous avez décidément perdues !

## Nous exigeons avec les collègues que vous renonciez à vos funestes desseins : d'autres solutions existent !

